Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 26 mars 2003
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Investissement direct étranger,** 2002 — 2
  L'actif des Canadiens à la fin de 2002 sous forme d'investissement direct à l'étranger a augmenté par rapport à l'année précédente deux fois plus rapidement que leur passif. Ainsi, l'investissement direct a contribué pour 82,4 milliards de dollars à la richesse des Canadiens, en hausse par rapport aux 56,1 milliards de dollars enregistrés en 2001.

- **La vie après l'aide sociale,** 1994 à 1999 — 4
  Le revenu familial a augmenté pour la majorité des personnes qui ont cessé de recevoir des prestations d'aide sociale pendant les années 1990. Cependant, environ une personne sur trois a connu une baisse significative de son revenu familial, selon la première étude nationale examinant les résultats économiques des individus qui ont quitté les rangs de l'aide sociale.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Statistiques démographiques, au 1er janvier 2003 — 7

Enquête annuelle sur le secteur des services de génie, 2001 — 7

Fer et acier primaire, janvier 2003 — 8

NOUVEAUX PRODUITS — 9

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX — 11

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

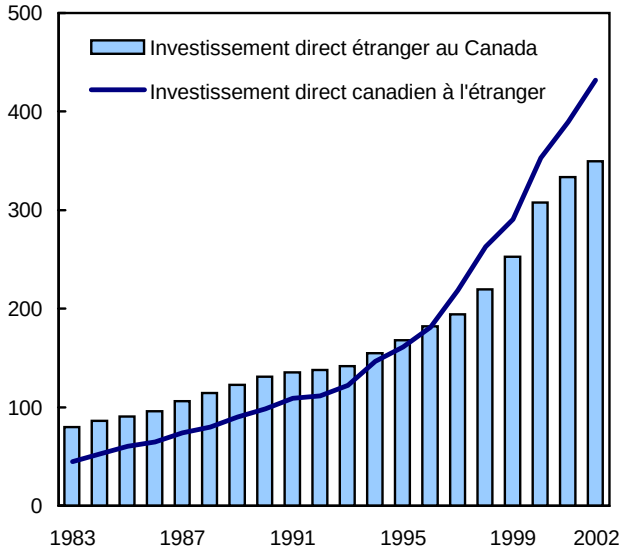
Investissement direct étranger
2002

L'actif des Canadiens à la fin de 2002 sous forme d'investissement direct à l'étranger a augmenté par rapport à l'année précédente deux fois plus rapidement que leur passif. Ainsi, l'investissement direct a contribué pour 82,4 milliards de dollars à la richesse des Canadiens, en hausse par rapport aux 56,1 milliards de dollars enregistrés en 2001.

En effet, l'actif des Canadiens sous forme d'investissement direct à l'étranger a atteint 431,8 milliards de dollars, en hausse de 10,8 % par rapport à 2001. Ce taux de croissance est cependant inférieur à la moyenne de 14,6 % des dix dernières années.

Position d'investissement direct étranger

En milliards de dollars



De son côté, le passif des Canadiens sous forme d'investissement direct a représenté 349,4 milliards de dollars, en hausse de 4,7 % par rapport au niveau observé à la fin de 2001. Ce taux de croissance est le plus faible enregistré depuis 1993 et plus de deux fois inférieur au taux de croissance moyen de 9,9 % enregistré depuis dix ans.

Cette croissance plus rapide de la position des investissements directs à l'étranger des Canadiens observée généralement depuis 30 ans est surtout attribuable au dynamisme des entreprises canadiennes dans les marchés à l'étranger et plus récemment, à la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain. Depuis 1997, l'investissement direct net contribue de façon positive à la richesse du Canada, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant.

Note aux lecteurs

Tel qu'annoncé précédemment, les données complètes concernant le Bilan des investissements internationaux du Canada seront publiées sur une base trimestrielle à partir de juin 2003. Les positions trimestrielles d'investissement direct débutant en 1990 seront aussi publiées en juin. Des détails additionnels concernant la publication de ces données sont disponibles dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) dans un document intitulé Les données des Comptes du Bilan national et du Bilan des investissements internationaux du Canada.

Les ***investissements directs*** *(actif et passif) sont les investissements grâce auxquels l'investisseur d'une économie a une influence significative sur la gestion d'une entreprise exploitée dans une autre économie. Dans la pratique au Canada, on dit qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère.*

Moins d'acquisitions d'entreprises à l'étranger

L'essentiel de la hausse de la position d'investissement direct à l'étranger s'explique par des sorties de fonds vers des sociétés affiliées aux fins de fonds de roulement. Au cours des deux années précédentes, soit 2000 et 2001, les acquisitions canadiennes d'entreprises à l'étranger ont expliqué en grande partie la croissance du niveau des actifs d'investissement direct à l'étranger des Canadiens. Le contexte économique mondial moins propice aux acquisitions joue certainement un rôle dans ce changement de tendance.

Même si la devise canadienne s'est appréciée par rapport au dollar américain en 2002, la dépréciation du dollar canadien par rapport à l'euro a joué un rôle important dans l'augmentation du niveau des investissements directs à l'étranger l'an dernier. En effet, la variation de la devise canadienne par rapport aux devises étrangères a ajouté 6,6 milliards de dollars (ou 15,7 % de l'augmentation de la position entre 2001 et 2002) à la position d'investissement direct à l'étranger des Canadiens.

À la fin de 2002, les Canadiens détenaient des actifs sous forme d'investissement direct étranger, et

ce, particulièrement dans le secteur de la finance et de l'assurance (41,3 %).

La part des États-Unis dans l'investissement direct à l'étranger diminue

Même si les États-Unis sont demeurés notre principal partenaire pour ce qui est du niveau des investissements directs, leur part a continué de diminuer et elle a atteint 46,7 % (ou 201,8 milliards de dollars) du total de l'investissement direct canadien à l'étranger à la fin de 2002. Cette proportion, qui est inférieure à celle de 48,5 % obtenue en 2001, montre que l'investissement direct à l'étranger des Canadiens est distribué plus uniformément vers les marchés étrangers. Le niveau des investissements directs des Canadiens dans les pays de l'Union européenne a augmenté de 18,5 milliards de dollars pour se fixer à 99,8 milliards de dollars (ou 23,1 % du total). La proportion de l'investissement direct dans tous les autres pays représentait 30,2 % du total.

L'investissement direct étranger au Canada connaît une faible hausse

La croissance de la position d'investissement direct étranger au Canada provient, en partie, des acquisitions par des intérêts américains de sociétés canadiennes, et ce, principalement dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière, en début d'année. Très peu d'acquisitions sont survenues au deuxième semestre de 2002, ce qui a contribué au faible taux de croissance du niveau des investissements directs des étrangers au Canada. Durant cette période, les injections de capitaux par les entreprises mères situées à l'étranger ont été relativement faibles, la vigueur de l'économie canadienne ayant permis aux entreprises de générer suffisamment de sources de fonds au pays.

À la fin de 2002, les positions d'investissement direct des étrangers se retrouvaient principalement dans le secteur de la finance et de l'assurance (19,2 %) et dans le secteur de l'énergie (16,2 %).

Les investisseurs américains détenaient un total de 224,3 milliards de dollars en investissements directs au Canada à la fin de 2002. Ils maintiennent encore leur proportion de l'investissement direct étranger au Canada, représentant 64,2 % du total, soit la même proportion que celle observée en 2001. Ces derniers continuent donc de détenir plus d'actifs canadiens que les Canadiens ne détiennent d'actifs aux États-Unis sous forme d'investissement direct. L'Union européenne a vu sa part des investissements directs étrangers passer à 26,9 % du total (ou 94,0 milliards de dollars). L'investissement étranger au Canada effectué par tous les autres pays ne représentait donc que 8,9 % du total à la fin de 2002.

Positions d'investissements directs étrangers

	1999	2000	2001	2002
	en milliards de dollars			
Investissement direct canadien à l'étranger	**290,7**	**353,2**	**389,7**	**431,8**
États-Unis	151,8	177,8	188,8	201,8
Royaume-Uni	25,7	35,2	39,7	45,2
Autres pays de l'Union européenne	28,4	39,2	41,6	54,6
Japon	3,9	5,7	7,0	9,2
Autres pays de l'OCDE	12,4	17,4	25,9	33,8
Tous les autres pays	68,7	77,9	86,6	87,2
Investissement direct étranger au Canada	**252,6**	**307,6**	**333,6**	**349,4**
États-Unis	176,0	191,9	214,2	224,3
Royaume-Uni	15,3	23,2	25,2	26,3
Autres pays de l'Union européenne	36,3	63,2	66,0	67,7
Japon	8,3	8,1	7,9	8,6
Autres pays de l'OCDE	10,1	13,1	10,8	10,8
Tous les autres pays	6,5	8,1	9,5	11,7

Données stockées dans CANSIM: tableaux 376-0038, 376-0051, 376-0053 et 376-0054.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 1537.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Simard au (613) 951-7244, Division de la balance des paiements. ■

La vie après l'aide sociale

1994 à 1999

Le revenu familial a augmenté pour la majorité des personnes qui ont cessé de recevoir des prestations d'aide sociale pendant les années 1990. Cependant, environ une personne sur trois a connu une baisse significative de son revenu familial, selon la première étude nationale examinant les résultats économiques des individus qui ont quitté les rangs de l'aide sociale.

Cette étude montre qu'après avoir quitté le programme d'aide sociale, environ six individus sur dix ont vu leur revenu familial après impôts augmenter substantiellement par rapport au revenu qu'ils recevaient lorsqu'ils participaient au programme d'aide sociale. De tels gains sont prévisibles, car ils sont souvent la raison qui explique le départ de l'aide sociale.

Cependant, près d'un tiers de ceux qui ont quitté le programme d'aide sociale n'ont pas connu de telles augmentations. Ils ont plutôt vu leur revenu familial diminuer significativement à la suite de leur retrait du programme.

L'étude souligne qu'après la période de cinq ans suivant le départ des individus de l'aide sociale, ils sont généralement plus autosuffisants, leurs gains d'emploi familiaux progressant en moyenne d'environ 40 %.

De plus, à l'intérieur de cette période de cinq ans, moins du tiers de ceux qui ont quitté l'aide sociale y sont retournés pour une année entière ou plus.

Également, cette étude montre que le mariage a joué un rôle important dans la forte augmentation de la probabilité qu'un individu quitte le programme d'aide sociale et dans l'amélioration de sa situation financière par la suite.

Plusieurs Canadiens ont quitté le programme d'aide sociale pendant les années 1990, une période de reprise économique et de réformes de l'aide sociale. Par exemple, entre 1994 et 1997, la proportion de la population ayant reçu des prestations d'aide sociale a diminué, passant de 10,7 % à 9,3 %. Les plus fortes baisses ont été observées en Alberta et, dans une bien moindre mesure, en Ontario. La question au sujet de ce qui arrive à la situation financière de ceux qui ont quitté l'aide sociale a souvent été posée sans avoir reçu de véritables réponses au sein d'une étude menée sur une grande échelle. Cette étude est la première d'envergure à aborder le sujet.

Le revenu familial a diminué pour trois personnes sur dix ayant cessé de toucher des prestations d'aide sociale

Deux ans après le retrait du programme d'aide sociale, le revenu familial a diminué de façon significative pour environ 30 % des personnes. Pour ces dernières, le revenu familial moyen après avoir quitté l'aide sociale équivalait environ au tiers du revenu familial touché lorsqu'elles recevaient de l'aide.

Ces personnes n'avaient presque aucun gain d'emploi, du moins peu après leur sortie du programme d'aide sociale. Par exemple, pour une personne sur trois recevant de l'aide sociale en 1992 et ayant quitté le programme au cours des deux années suivantes, les gains d'emploi de la famille était de 1 500 $ pour 1994, en moyenne.

Néanmoins, le gain d'emploi moyen a augmenté pour ces personnes au cours des années subséquentes, et a même atteint 12 000 $ en 1998. Leur revenu familial a ainsi dépassé le montant annuel des prestations d'aide sociale qu'elles recevaient six ans plus tôt.

On peut également observer, dans toutes les provinces, une baisse significative du revenu familial, ainsi que l'absence de gains d'emploi pendant les deux années suivant la sortie du programme d'aide sociale pour environ le tiers des personnes l'ayant quitté (cette analyse ne comprend pas l'île-du-Prince-Édouard, étant donné la faible taille de l'échantillon).

Les raisons qui expliquent cette importante baisse du revenu familial après la sortie du programme d'aide sociale ne sont pas faciles à identifier. Les données utilisées dans cette étude n'indiquent pas pourquoi les personnes ont cessé de toucher des prestations d'aide sociale.

Note aux lecteurs

Cet article est fondé sur un document de recherche qui examine les gains d'emploi familiaux et les revenus familiaux (après impôts) d'individus à la suite de l'arrêt de la réception de prestations d'aide sociale. L'article compare ces gains et ces revenus aux prestations reçues lorsque ces individus participaient au programme d'aide sociale.

Les résultats sont fondés sur les bases de données administratives longitudinales de Statistique Canada. L'analyse couvre les individus qui ont quitté l'aide sociale, soit ceux qui, entre 1992 et 1997, étaient dans des familles qui dépendaient principalement des prestations d'aide sociale de base lors d'une année donnée (au moins 80 % du revenu familial annuel total se constituait des prestations d'aide sociale de base) et qui, deux ans après, ne recevaient plus ces prestations.

Au cours de cette étude, le revenu ou les gains de la famille ont été examinés, par opposition aux revenus ou aux gains individuels. La justification de ce choix est qu'une personne qui a quitté l'aide sociale peut encore bénéficier d'un niveau économique appréciable après l'arrêt des prestations, si son époux ou son épouse a un emploi bien rémunéré.

Plusieurs personnes ont vu leur revenu familial augmenter substantiellement lors de leur retrait du programme d'aide sociale

Le revenu familial a augmenter pour environ six personnes sur dix qui ont cessé de toucher des prestations d'aide sociale. Dans certains cas, cette augmentation était même très élevée.

Parmi ceux qui ont quitté le programme d'aide sociale, le tiers des personnes dont le revenu familial a augmenté le plus ont enregistré un revenu familial moyen qui était 2,4 fois plus élevé après l'aide sociale, par rapport au revenu familial moyen lorsqu'ils touchaient des prestations. Pour ces personnes, le revenu familial net moyen a ainsi augmenté, passant de 13 900 $ lorsqu'ils recevaient de l'aide sociale à 33 600 $ deux ans plus tard. De plus, le revenu familial est resté élevé pour ces personnes au cours des cinq années suivantes.

Ces revenus sont surtout attribuables aux gains d'emploi. Pour ces personnes, les gains d'emploi de la famille étaient, en moyenne, de 35 700 $ deux ans après qu'elles aient quitté le programme d'aide sociale, et ils sont demeurés environ à ce niveau au cours des cinq années suivantes.

Lien entre le mariage et la plus grande probabilité de sortir du programme d'aide sociale

Parmi les parents seuls et les personnes seules, ceux qui se sont mariés ou qui ont trouvé un conjoint de fait étaient deux à trois fois plus susceptibles de cesser de toucher des prestations d'aide sociale que les autres. Cette différence s'explique principalement par les gains d'emploi du nouveau conjoint.

Les femmes seules et les hommes seuls bénéficiaires de l'aide sociale étaient plus susceptibles de sortir du système une fois mariés, et les deux groupes ont profité de façon importante des gains d'emploi du nouveau conjoint.

Toutefois, le mariage joue un rôle beaucoup plus important pour les femmes seules bénéficiaires de l'aide sociale. Ces dernières étaient environ trois fois plus susceptibles de sortir du programme une fois mariées que celles qui ne se sont pas mariées.

Parmi toutes les femmes seules bénéficiaires de l'aide sociale durant une année quelconque, environ 20 % de ceux qui se sont mariées avaient cessé de toucher des prestations d'aide sociale deux ans plus tard. Ce même pourcentage était de 6 % pour celles qui sont demeurées seules. Quant aux hommes seuls bénéficiaires de l'aide sociale, ils étaient environ deux fois plus susceptibles de sortir du programme une fois mariés.

Dans le cas des femmes seules qui se sont mariées et qui ont cessé de toucher des prestations, le nouveau conjoint contribuait à plus des trois quarts des gains d'emploi de la famille. Pour les hommes dans la même situation, la nouvelle conjointe était à l'origine de la moitié des gains d'emploi de la famille.

Le taux d'abandon de l'aide sociale était plus élevé en Alberta au cours des années 1990

Les bénéficiaires de l'aide sociale en Alberta sortaient du programme plus rapidement que les bénéficiaires des autres provinces pendant la période d'étude, qui couvre la majeure partie des années 1990.

Plus de 13 % des Albertains bénéficiaires de l'aide sociale pendant une année complète n'ont reçu aucune aide sociale deux ans plus tard. L'Ontario venait au deuxième rang, ayant obtenu un taux à peine supérieur à 9 %.

Parmi les autres provinces, le taux d'abandon moyen était légèrement inférieur à 8 %. Les taux plus élevés en Alberta et en Ontario sont peut-être liés à la croissance économique plus forte ou aux réformes de l'aide sociale que ces provinces ont mises en oeuvre au cours des années 1990.

En ce qui a trait au revenu familial après l'aide sociale, les bénéficiaires de l'Alberta qui ont cessé de toucher des prestations se situaient généralement au milieu du peloton, comparativement aux autres provinces. Dans toutes les provinces, environ le tiers des personnes ayant quitté l'aide sociale ont connu une détérioration significative de leur situation financière, et l'Alberta ne faisait pas exception. Plusieurs personnes dans toutes les provinces ont également connu une amélioration significative de leur situation financière.

Le revenu familial moyen après l'abandon des prestations était le plus élevé chez les résidents de l'Ontario, et le plus faible chez les résidants de Terre-Neuve-et-Labrador et du Nouveau-Brunswick.

Il convient de souligner que les données disponibles n'ont pas permis de prendre en compte les différences dans le niveau de scolarité et l'expérience de travail chez les personnes qui cessent de toucher des prestations d'aide sociale.

Par ailleurs, les résultats de cette étude ne s'appliquent pas nécessairement à tous les bénéficiaires de l'aide sociale, mais plutôt aux personnes qui ont réellement cessé de toucher des prestations et qui ont tendance à être davantage aptes à l'emploi.

Le document de recherche intitulé *La vie après l'aide sociale: le bien-être économique des personnes qui ont cessé de toucher de l'aide sociale au Canada dans les années 1990* (11F0019MIF, n° 192, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Conditions sociales*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marc Frenette au (613) 951-4228 ou avec Garnett Picot au (613) 951-8214, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Statistiques démographiques

Au 1er janvier 2003 (estimations provisoires)

Les estimations postcensitaires provisoires au 1er janvier 2003 sont maintenant disponibles pour le Canada, les provinces et les territoires.

Nota: Ces estimations sont fondées sur les effectifs du Recensement de 1996 redressés du sous-dénombrement net et ne prennent pas en compte les résultats du Recensement de 2001 diffusés le 12 mars 2002.

Les études de couverture du Recensement de 2001 seront complétées en 2003. Les résultats obtenus seront utilisés pour redresser les effectifs du Recensement de 2001 et mettre à jour les estimations démographiques. Ces nouvelles estimations seront diffusées en septembre 2003.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 051-0005, 051-0006, 051-0008, 051-0009, 051-0017, 051-0020 et 053-0001.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3231, 3232, 3233 et 3601.

Le numéro du quatrième trimestre de 2002 de *Statistiques démographiques trimestrielles*, vol. 16, nº 4 (91-002-XIB, 8 $ / 25 $; 91-002-XPB, 10 $ / 33 $) paraîtra bientôt. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données, communiquez avec Colette O'Meara au (613) 951-2320 (*colette.omeara@statcan.ca*) ou avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de votre localité. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Larrivée au (613) 951-0694 (*daniel.larrivee@statcan.ca*), Division de la démographie. Télécopieur: (613) 951-2307.

Population du Canada

	Au 1er janvier 2001pr	Au 1er janvier 2002pr	Au 1er janvier 2003pp	2001 à 2002	2002 à 2002
				var. en %	
Canada	**30 921 275**	**31 240 487**	**31 499 560**	**1,0**	**0,8**
Terre-Neuve-et-Labrador	536 344	533 305	531 145	-0,6	-0,4
Île-du-Prince-Édouard	138 434	139 330	140 412	0,6	0,8
Nouvelle-Écosse	943 025	943 756	944 456	0,1	0,1
Nouveau-Brunswick	755 360	755 391	756 368	0.0	0,1
Québec	7 395 952	7 435 504	7 467 626	0,5	0,4
Ontario	11 777 260	11 964 104	12 109 514	1,6	1,2
Manitoba	1 146 975	1 148 181	1 150 564	0,1	0,2
Saskatchewan	1 019 466	1 014 403	1 009 225	-0,5	-0,5
Alberta	3 032 355	3 086 034	3 134 286	1,8	1,6
Colombie-Britannique	4 077 047	4 120 891	4 155 779	1,1	0,8
Yukon	30 243	30 102	29 841	-0,5	-0,9
Territoires du Nord-Ouest	41 018	41 186	41 389	0,4	0,5
Nunavut	27 796	28 300	28 955	1,8	2,3

pr Estimations postcensitaires mises à jour.
pp Estimations postcensitaires provisoires.
Note: *ces estimations sont fondées sur les effectifs du Recensement de 1996 rajustées pour tenir compte du sous-dénombrement net.*

■

Enquête annuelle sur le secteur des services de génie

2001

En 2001, le secteur des services de génie a généré des recettes d'exploitation de 10,4 milliards de dollars, soit 12,1 % de plus qu'en 2000.

Cette forte croissance est attribuable à la hausse des dépenses d'investissement, surtout dans les secteurs du pétrole et du gaz.

Ce secteur, qui a contribué pour 5,8 milliards de dollars au produit intérieur brut, a représenté 0,53 % de l'économie canadienne.

La marge bénéficiaire d'exploitation est passée à 10,7 % en 2001, comparativement à 9,9 % en 2000.

Les 20 plus grandes entreprises, étant dominées par des entreprises internationales, ont perçu 30 % des recettes, en hausse par rapport à 29 % en 2000. Le reste du secteur est composé fondamentalement des petites entités privées qui appartiennent à des intérêts canadiens.

La Colombie-Britannique est revenue en force après quelques années de stagnation et a affiché le plus important taux de croissance par province (26 %,0), soit plus du double de la moyenne nationale.

Le plus important facteur ayant contribué à cette forte croissance en Colombie-Britannique est l'essor du secteur de l'énergie. Les ressources de gaz naturel découvertes au nord-est de la Colombie-Britannique a entraîné une poussée des activités d'exploration. En 2001, près de 17 % des honoraires de la Colombie-Britannique provenaient de la catégorie de l'huile, du pétrole et du gaz naturel, par opposition à seulement 3 % en 2000.

L'Ontario a représenté 36 % des recettes totales des entreprises dans le secteur des services de génie, suivi du Québec et de l'Alberta (22 % chacun) et de la Colombie-Britannique (14 %).

Les recettes pour les entreprises de Terre-Neuve-et-Labrador ont crû de 16,8 %, soit de 192,5 millions de dollars, ce qui correspond à moins de 2 % des recettes totales en 2001.

Les honoraires ont représenté les trois quarts des recettes d'exploitation, soit 7,9 milliards de dollars. Les services de conception ont généré 40 % des honoraires.

Les honoraires de source étrangère, qui ont totalisé près de 1,1 milliard de dollars, ont représenté environ 14 % du total des honoraires. Plus de la moitié des honoraires étrangers provenaient de pays autres que les États-Unis.

La présence des entreprises de génie canadiennes sur les marchés étrangers est davantage évidente, car les honoraires étrangers observés lors de cette enquête excluent les recettes perçues par les filiales étrangères des entreprises canadiennes.

Les 20 plus grandes entreprises ont généré 34 % des honoraires étrangers, ce qui est proportionnel à leur part de marché globale. Cela indique la capacité des petites entreprises d'accéder aux marchés étrangers.

Le nombre d'employés s'est accru de 5,4 % et excède maintenant 80 000. Cette croissance est surtout attribuable à la hausse du nombre de techniciens, suivis des autres spécialistes. Les ingénieurs de profession composent plus du tiers de la main-d'oeuvre.

Ce secteur comprend les établissements dont l'activité principale consiste à appliquer les principes du génie à la conception, au développement et à l'utilisation de machines, de matériaux, d'instruments, d'ouvrages, de procédés et de systèmes.

Données stockées dans CANSIM: tableau 360-0005.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2439.

Les données de l'enquête annuelle sur le secteur des services de génie pour 2001 sont maintenant disponibles. Des tableaux détaillés à l'échelon provincial pour une gamme de caractéristiques du secteur qui fournissent une répartition des recettes, des dépenses et de l'effectif sont aussi inclus dans le document lié aux données diffusées.

Pour obtenir une copie gratuite du document lié aux données diffusées, communiquez avec Denyse Brazeau au (613) 951-5634 (*denyse.brazeau@statcan.ca*), Division des industries de service. Télécopieur: (613) 951-6696.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kyoomars Haghandish au (613) 951-6304 (*kyoomars.haghandish@statcan.ca*), Division des industries de service. Télécopieur: (613) 951-6696. ■

Fer et acier primaire

Janvier 2003

Les données de janvier sur la production de fer et d'acier primaire sont maintenant disponibles.

Données stockées dans CANSIM: tableau 303-0010.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2116 et 2184.

Le numéro de janvier 2003 de *Fer et acier primaire*, vol. 58, n° 1 (41-001-XIB, 5 $ / 47 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

La vie après l'aide sociale: le bien-être économique des personnes qui ont cessé de toucher de l'aide sociale dans les années 1990, n° 192
Numéro au catalogue: 11F0019MIF
(gratuit).

Fer et acier primaire, janvier 2003, vol. 58, n° 1
Numéro au catalogue: 41-001-XIB (5 $/47 $).

Les Canadiens en mouvement: composantes de migration (interne et externe) (7), langue maternelle (8), groupes d'âge (16) et sexe (3) pour les migrants de 5 ans et plus, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, recensement de 2001 - données-échantillon (20 %), Recensement de 2001
Numéro au catalogue: 97F0008XIF2001009
(gratuit).

Les Canadiens en mouvement: composantes de migration (interne et externe) (7), langue maternelle (8), groupes d'âge (16) et sexe (3) pour les migrants de 5 ans et plus, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, recensement de 2001 - données-échantillon (20 %), Recensement de 2001
Numéro au catalogue: 97F0008XCB2001009 (60 $).

Les Canadiens en mouvement: composantes de migration (interne et externe) (7), langue maternelle (8), groupes d'âge (17) et sexe (3) pour les migrants de 1 an et plus, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, recensement de 2001 - données-échantillon (20 %), Recensement de 2001
Numéro au catalogue: 97F0008XIF2001010
(gratuit).

Les Canadiens en mouvement: composantes de migration (interne et externe) (7), langue maternelle (8), groupes d'âge (17) et sexe (3) pour les migrants de 1 an et plus, pour le Canada, les provinces, les territoires, les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, recensement de 2001 - données-échantillon (20 %), Recensement de 2001
Numéro au catalogue: 97F0008XCB2001010 (60 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

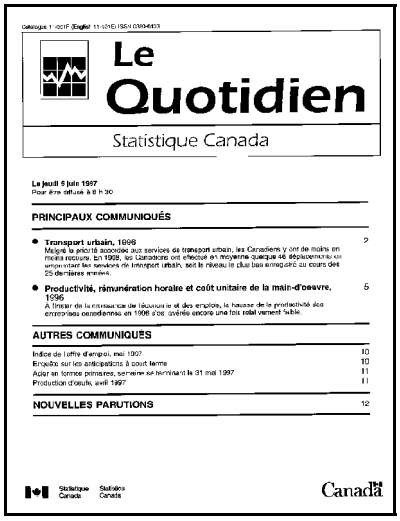
Pour commander les produits par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
  Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en empruntant les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996 — 5
  À l'instar de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquête sur les anticipations à court terme — 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'oeufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2003. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information du système de retrait de données CANSIM. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve et Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick
Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick
2e étage, case postale 11
Halifax (N.-É.)
B3J 3X8

Appel local: (902) 426-5331
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (902) 426-9538
Courriel: atlantic.info@statcan.ca

Québec et Nunavut
Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4

Appel local: (514) 283-5725
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (514) 283-9350
Courriel: infostcmontreal@statcan.ca

Région de la Capitale nationale
Services-conseils
Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6

Appel local: (613) 951-8116
Télécopieur: (613) 951-0581
Courriel: infostats@statcan.ca

Ontario
Services-conseils
Statistique Canada
10e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4

Appel local: (416) 973-6586
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (416) 973-7475

Manitoba
Services-conseils
Statistique Canada
Édifice Via Rail, pièce 200
123, rue Main
Winnipeg (Man.)
R3C 4V9

Appel local: (204) 983-4020
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (204) 983-7543
Courriel: statswpg@solutions.net

Saskatchewan
Services-conseils
Statistique Canada
Park Plaza
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Sask.)
S4P 4K1

Appel local: (306) 780-5405
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (306) 780-5403
Courriel: statcan@sk.sympatico.ca

Alberta et Territoires du Nord-Ouest
Services-conseils
Statistique Canada
Pacific Plaza, pièce 900
10909, avenue Jasper, N.O.
Edmonton (Alb.)
T5J 4J3

Appel local: (780) 495-3027
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (780) 495-5318
Courriel: Sabrina.Pond@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon
Services-conseils
Statistique Canada
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7

Appel local: (604) 666-3691
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (604) 666-4863

Numéro sans frais pour les demandes de renseignements (Canada et États-Unis): 1 800 263-1136
Numéro sans frais pour commander seulement (Canada et États-Unis): 1 800 267-6677
Numéro sans frais de commande par télécopieur (Canada et États-Unis): 1 877 287-4369
Numéro sans frais pour les appareils de télécommunications pour les malentendants: 1 800 363-7629